

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Société CHROMETAL-GIDER S.A.
à
CHAVANGES

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

**LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT DE L'AUBE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National de Mérite**

- VU** l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du Code de l'Environnement ayant abrogé la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** le Code de l'Environnement - LIVRE V - TITRE 1^{er}, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'article L 514-1,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** l'arrêté ministériel relatif aux ateliers de traitement de surface du 26 septembre 1985,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection de la foudre,
- VU** l'arrêté ministériel du 17 juillet 2000 pris en application de l'article 17-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié (bilan décennal de fonctionnement),
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 82-4281 du 06 octobre 1982,
- VU** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 01-3053 A du 05 septembre 2001,
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 01-3736 A du 29 octobre 2001,
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 09 juillet 2004,
- CONSIDERANT** que l'exploitant ne respecte pas certaines des dispositions qui lui incombent,
- CONSIDERANT** que selon les articles L 514-1 du Code de l'Environnement, il convient de le mettre en demeure,
- CONSIDERANT** que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant qui a formulé ses observations le 29 octobre 2004,

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture du département de l'Aube,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - OBJET

La société CHROMETAL-GIDER S.A. implantée à CHAVANGES, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

Opérations à réaliser immédiatement :

- réaliser l'autosurveillance mensuelle du paramètre fluorures,
- réaliser une fois par an au moins le prélèvement et l'analyse des rejets aqueux issus de la station de traitement des effluents par un laboratoire agréé,
- transmettre régulièrement à l'inspection des installations classées les résultats de l'autosurveillance des eaux souterraines,
- rédiger, afficher et s'assurer de la mise en œuvre de consignes d'exploitation de l'atelier de traitement de surface et de la station de traitement des effluents,
- mettre en place et mettre à jour régulièrement un registre "déchets" précisant les quantités de déchets et sous-produits au fur et à mesure de leur apparition, leur origine, leur nature, leurs caractéristiques, leur destination et les modalités de leur élimination,
- compléter les déclarations trimestrielles déchets afin de faire apparaître l'ensemble des déchets industriels spéciaux produits par l'établissement, en utilisant les codes appropriés,
- mettre en place un système d'affichage précisant :
 - les interdictions de fumer et de feux nus,
 - l'enlèvement des poussières et déchets susceptibles de faciliter la propagation d'un incendie,
 - la conduite à tenir en cas de sinistre.

Opérations à réaliser sous 1 mois :

- Vider la cuve extérieure de stockage de liquides inflammables et la faire éliminer,
- Faire réaliser un contrôle d'étanchéité des réservoirs simple enveloppe,
- Faire réaliser les mesures de rejets atmosphériques :
 - au niveau des différents bains de traitement des 2 chaînes de l'atelier de traitement de surface,
 - au niveau des différents émissaires de l'atelier de polissage,
 - au niveau des différents émissaires de la cabine d'application de vernis.

Opérations à réaliser sous 3 mois :

- Faire réaliser l'analyse des sédiments et fournir les compléments demandés à l'étude de sols,
- Conformément à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993, une étude foudre doit être réalisée et si nécessaire les équipements préconisés doivent être mis en œuvre. Les éventuelles liaisons avec la terre doivent être contrôlées annuellement,
- Déposer en Préfecture une mise à jour de l'étude d'impact et de danger de l'établissement. Celle-ci devra comprendre une évaluation de l'impact des rejets aqueux de l'établissement sur le milieu récepteur ainsi qu'un plan des exutoires de rejets atmosphériques existants précisant leurs caractéristiques ainsi que les installations qui y sont raccordées,
- Déposer en Préfecture le bilan de fonctionnement décennal des installations,
- L'exploitant doit nous adresser trimestriellement les résultats d'autosurveillance journalière et mensuelle et compléter les fiches de suivi station en y faisant figurer le ph journalier. Il doit également réaliser une autosurveillance hebdomadaire des concentrations de rejets en métaux.

ARTICLE 2 - SANCTIONS

A défaut d'exécution dans les délais impartis, il pourra être fait application des mesures prévues par l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 - NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié à l'établissement CHROMETAL-GIDER S.A. à CHAVANGES.

Une copie de ce dernier sera déposée aux archives de la Mairie de CHAVANGES pour y être tenue à la disposition de toute personne intéressée. Un extrait en sera affiché à la porte de la Mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le Maire à la Préfecture du département de l'Aube – Bureau de l'Environnement.

- Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aube,
- Monsieur le Sous-Préfet de BAR SUR AUBE,
- Monsieur le Maire de CHAVANGES,
- Mme la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Champagne-Ardenne, Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

TROYES, le 18 NOVEMBRE 2004
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Signé : Marie LOTTIER